

3ème Partie

L'ORGANISATION SOCIALE ET L'IDENTITE CULTURELLE

I - LES STRUCTURES SOCIALES COMMUNAUTAIRES

1) - La famille et l'habitat

2) - L'école et la religion

3) - La santé

II - L'IDENTITE CULTURELLE

1) - Le Chef

2) - Les Shamanes

3) - Culture, attitudes collectives, cérémonies et danses

4) - Le Mouvement indigéniste

3ème Partie

L'ORGANISATION SOCIALE ET L'IDENTITE CULTURELLE

I - LES STRUCTURES SOCIALES COMMUNAUTAIRES

1) - La famille et l'habitat :

Dans la société caraïbe traditionnelle, la famille se composait du père, de la mère, des fils célibataires, des filles, de leurs époux et enfants. Ils se mariaient entre cousins croisés d'une manière particulière. Les jeunes ne pouvaient épouser ni les enfants de la soeur de leur mère, ni ceux du frère de leur père, ces enfants étaient considérés comme leurs propres frères et soeurs ; donc un jeune homme épousait la fille de la soeur de son père ou du frère de sa mère, et une jeune fille épousait le fils de la soeur de son père ou du frère de sa mère. Ce type de mariage en contradiction avec les lois de l'église a été rejeté dès l'arrivée des missionnaires, néanmoins dans certaines communautés on se marie encore entre cousins ; ils sont un peu plus éloignés, on aime bien choisir les conjoints dans la famille surtout au Vénézuéla, à la Dominique ce type de mariage a disparu et en Guyane Française les jeunes en sourient mais il existe une petite communauté près d'Iracoubo : Dégrad-Savane et un Caraïbe de Bellevue nous dit : « Ils ne sont pas nombreux, c'est une famille, ils se marient encore entre cousins » . Il est vrai que les jeunes vont chercher leurs futures épouses dans d'autres villages, au Surinam, les filles épousent parfois des créoles « ils boivent moins », ou des métros, les Galibis ont le contact facile avec l'étranger. Mais c'est récent. Les plus anciens ne s'éloignaient pas trop de la famille. A Mana, un jeune nous a expliqué à propos de son grand-père : « Il a épousé en seconde noce la femme de son père qui n'est pas sa mère, elle a 83 ans... c'est ma tante ! » .C'était trop compliqué.

Quand deux jeunes se mariaient ils allaient vivre dans la famille de l'épouse. Le mari devait alors aider son beau-père dans son travail ; cette aide existe encore même si elle est indirecte, par exemple un jeune qui ne peut aider dans le travail du jardin, peut payer quelqu'un pour le faire à sa place. D'autre part, si le jeune couple ne vit pas toujours dans la famille de l'épouse, il habite tout près, et malgré ces petits changements dûs au contact de la société créole, le type d'organisation traditionnelle est toujours présent : c'est la famille élargie ou encore « *familia extendida* » comme on dit au Venezuela. Cette coutume a totalement disparu chez les Indiens de la Dominique où les jeunes, à cause de leur pauvreté, n'hésitent pas à épouser les Dominicains du reste de l'île ou des étrangers et ce sont surtout les garçons caraïbes qui reviennent à la réserve avec leurs épouses. Au début du siècle une fille qui épousait un étranger devait quitter la réserve et aller vivre ailleurs avec son mari. Les Caraïbes nous ont expliqué pourquoi: c'est que l'homme étranger veut toujours commander, et à l'époque ils considéraient le chef comme un imbécile, il faut dire que ces derniers étaient souvent illettrés donc la coutume a été de garder les épouses étrangères, mais de ne pas accepter les hommes.

Les Caraïbes vivaient tous dans des carbets, leur habitat était dispersé.

A la Dominique, le terrain alloué aux Caraïbes lors de la prise de possession de l'île par les Anglais en 1763 se trouvait dans le village de Salybia qui est resté le centre du territoire. L'église, le dispensaire, le poste de police et l'école principale, y ont été construits à proximité les uns des autres. Dans d'autres parties de l'île, les habitations se seraient alors regroupées autour du centre du village, mais dans le territoire il en va différemment. Les maisons ne sont pas groupées mais plutôt espacées : c'est l'habitat dispersé, il faut marcher 100m ou plus avant d'atteindre la maison du voisin. Bataca fait exception à cette règle, c'est en effet un village densément peuplé avec un habitat groupé.

Dans les années 1870-1880, la plupart des Caraïbes vivaient encore dans des carbets et des mouinas, rappelons que le carbet était la grande maison où on recevait les visiteurs, où on accrochait les hamacs et où on discutait dans la journée et les mouinas plus petites, étaient les maisons des femmes et des enfants, mais déjà à la Dominique en 1940, il n'en restait que quelques unes. En 1983, on n'en comptait qu'une seule, inhabitée. Elle avait été construite à St-Cyr en 1979 par des gens dont la maison avait subi des dégâts lors du passage du cyclone David, actuellement on construit des « mouinas transformées » pour accrocher l'artisanat sur le bord de la route, elles sont plus ouvertes avec des feuilles de tôle et un peu de paille pour faire « touristique ».

On pouvait construire une mouina traditionnelle en deux jours. L'opération consistait à apposer deux claies pour former une structure triangulaire, et à recouvrir les côtés de feuilles de vétiver ou de feuilles de palmiers liées sur des baguettes à l'aide de lianes. L'avant et l'arrière étaient également tapissés de feuilles ou de bois et l'on pratiquait une ouverture sur le devant. A l'intérieur le sol était en terre battue et la mouina généralement fraîche résistait assez bien aux cyclones.

Actuellement presque toutes les maisons sont du style de la case créole, comme dans bien des villages du reste de l'île : elles sont en bois, posées sur des pilotis en troncs de cocotiers ou d'autres arbres, tel que le manguier rouge. Ces pilotis font parfois plus d'un mètre de haut, ce qui permet de stocker du bois sous l'habitation. Les côtés sont en bois, parfois recouverts de « shingles », le toit est en tôle galvanisée, les cloisons sont ouvertes en haut pour laisser passer l'air. Certaines cases ont une petite galerie à l'avant. Les maisons elles-mêmes sont petites, 5m sur 3 et ne

comprennent que deux pièces : un séjour et une chambre, certaines en possèdent deux et les plus grandes : quatre.

A l'extérieur on voit des poteaux en bois appuyés en diagonale contre les côtés pour les soutenir en cas de cyclone. A l'intérieur on ne trouve plus de hamacs, le mobilier est pauvre, certains utilisent encore le *coui* qui est une calebasse coupée et évidée, comme saladier ou assiette ou encore pour transporter de l'eau. L'électricité existe depuis 1983, en cette même année il y a eu deux cabines téléphoniques et le téléphone chez les particuliers date des années quatre vingt dix. L'eau courant n'existe pas à la réserve, seuls quelques tuyaux amènent l'eau des sources par endroit. La cuisine et les toilettes sont à l'extérieur. Les postes radio sont courants. La télé est rare.

Une belle route goudronnée traverse la réserve et la dizaine en tout de camionnettes et minibus qui se rendent en ville chaque matin permettent aux Caraïbes de se déplacer facilement.

Chez les Karinas, avant la colonisation, le carbet était rond au toit conique recouvert de feuilles de moriche, avec toujours comme lit le hamac, ensuite ce carbet s'est transformé sous l'influence des missionnaires pour donner naissance à un deux pièces en boue, au toit de moriche qui existe encore près des conucos ; actuellement, la tôle galvanisée a tendance à remplacer le toit en moriche.

Le Gouvernement a créé dans certaines communautés un habitat groupé comme celui des villages créoles avec des maisons d'un autre type appelées « maisons rurales », construites près d'un parc, d'une école, d'un dispensaire, ce qui n'a rien à voir avec l'habitat traditionnel dispersé.

Les hamacs sont très nombreux : on en trouve à l'intérieur comme à l'extérieur, en coton ou en fil de moriche, le mobilier moderne existe aussi, ainsi que la radio et la télé pour les communautés qui ont l'électricité. Il y a généralement deux

chambres à coucher et comme le Karina préfère la cuisine à l'extérieur, l'espace prévu à cet effet sert de chambre d'amis, les toilettes sont aussi à l'extérieur.

Cette politique du Gouvernement tend à effacer la différence entre le créole et l'indigène.

Depuis l'exploitation pétrolière, les compagnies ont construit plusieurs routes goudronnées, ce qui permet à certains services d'arriver jusqu'à eux. Vingt-quatre communautés sur trente quatre reçoivent l'électricité publique, les autres la reçoivent grâce à des groupes électrogènes généralement de 18h à 22h. Vingt quatre communautés reçoivent de l'eau courante, les autres vont chercher l'eau à la rivière ou dans des puits ; parfois un service de distribution d'eau en camion citerne passe régulièrement.

Généralement, il y a un indigène responsable de l'eau et de l'électricité qui reçoit de l'état un salaire fixe. Ce salaire reçu par l'état a son importance, celui des infirmiers, des enseignants aussi, ils transforment le système traditionnel.

Quand les communautés sont proches des routes ou bien desservies par les bus, il est facile de se déplacer. Autrement les voitures particulières sont rares. Les Karinas sont pauvres, les voitures particulières appartiennent à ceux qui ont un salaire fixe ou à des créoles qui ont épousé des indigènes et qui vivent dans les communautés. La voiture et le téléphone sont un luxe pour eux.

Les Caraïbes recherchent la mer, les rivières, ils sont pêcheurs avant tout et grands navigateurs. A la Dominique, ils ont la mer et plusieurs rivières, au Venezuela les conucos sont proches des rivières, en Guyane Française ils sont soit sur les estuaires des rivières, soit sur les plages. Sur les plages, les cordons littoraux sablonneux alternent avec les marécages, c'est dans les émergences de terre ferme au milieu des

marécages que les Galibis font leurs abattis, et ils vivent dans leurs carbets le long des plages comme leurs ancêtres, ou comme nous l'avons dit sur l'estuaire des rivières.

Leurs carbets, faits de branches de palmiers sauvages, sont ouverts et pourtant à certaines périodes de l'année, à l'époque des pluies : décembre, janvier, février, les moustiques pullulent : c'est le vent de mer qui les chasse d'où une certaine salubrité et l'absence de paludisme. Les hamacs sont accrochés partout aux carbets, c'est là que l'Indien reçoit et mange, la succession de carbets quand on est sur la route d'Awala Yalimapo est tout à fait spectaculaire, mais évidemment à côté des carbets, les Galibis ont une maison en bois et à l'intérieur de cette maison se trouvent un mobilier moderne, la radio, la télé, et l'électroménager. Ces maisons sont sur pilotis, n'ont pas d'étages et ne sont jamais très grandes. On ferme depuis une quinzaine d'années, auparavant tout restait ouvert.

Un autre village frappe, lui, par sa modernité, c'est le contraire d'Awala Yalimapo, c'est celui de Bellevue où toutes les maisons sont en bois en forme de carbets améliorés et construites par le Gouvernement, les terres ont été parcellées pour permettre le branchement chez les particuliers de l'eau et de l'électricité. A Organabo il y a le téléphone et l'électricité mais pas d'eau courante. A Mana, ils ont tout et ils paient tout. A Terre Rouge, ils ont la lumière et le téléphone depuis 1960 et boivent l'eau du puits ; au village Pierre il n'y a pas de téléphone, il n'y a que l'eau courante, et le dernier né : le village Espérance n'a ni eau, ni électricité, ni téléphone.

2)- L'école et la religion :

Il y a encore quelques années, dans les années quatre vingt, les Caraïbes de la Dominique étaient vus comme des gens timides, parlant peu, courant se cacher à la vue de l'étranger et illettrés, les jeunes ont pris conscience de l'importance de l'école et les choses commencent à changer.

La première école fut créée en 1902 à Salybia par le Père Challet : elle était faite en feuilles de yataou. Hesketh Bell la décrit ainsi dans le rapport qu'il rédigea cette même année ⁶⁸ : « Il y a quelque temps, lorsque je visitai la colonie caraïbe, je découvris que 78 enfants étaient scolarisés à l'école que l'on venait d'y construire.

L'école n'était ouverte que depuis quelques semaines, mais certains des tout petits ne paraissant guère plus de cinq ans, savaient déjà leur alphabet. Fait d'autant plus remarquable qu'aucun d'entre eux ne parlait un mot d'anglais », mais ils n'utilisaient pas non plus leur propre langue, ils parlaient le créole.



⁶⁸ Rapport sur les Caraïbes de la Dominique Hesketh Bell 29 juillet 1902 paragraphe 23

En 1983, l'école principale se trouvait à Salybia où elle a été ouverte en 1960. Il existait une autre école à Sineku et les élèves de Bataca fréquentaient l'école d'Atkinson, à l'extérieur de la réserve mais plus proche que celle de Salybia.

L'école principale se composait d'un grand bâtiment en ciment qui mesurait environ dix mètres de long sur cinq de large. Sur une longueur se trouvaient les fenêtres, en face deux portes principales. Une extrémité du bâtiment faisait face à la mer, tandis que l'autre abritait le bureau du Directeur ainsi qu'une petite bibliothèque. Il y avait quand même quelque chose de surprenant : l'intérieur ne comportait aucune cloison pour séparer les classes entre elles. Les tableaux se trouvaient sur tout un mur et les bancs étaient alignés devant ces tableaux. Chaque instituteur et sa classe entendaient ce que disaient les voisins, il était difficile pour ces élèves de se concentrer. D'autre part, le toit en tôle galvanisée donnait directement sur la salle, il n'y avait pas de plafond, par forte chaleur la situation devenait pénible.

Actuellement l'école de Salybia s'est modernisée, ainsi que celle de Sineku : les salles de classe sont séparées. Le matériel des élèves vient souvent de dons de Martinique, Guadeloupe, ou d'ailleurs.

Si nous comparons encore la situation de 1983 et celle de maintenant, nous constatons que les enseignants qui venaient tous de l'extérieur de la réserve, sont maintenant tous Caraïbes. L'école se compose de la maternelle et du primaire. Ensuite, les élèves passent the Common Entrance Examination pour entrer au collège. Il y en avait 3 en 1983 qui avaient réussi et actuellement : 130. Ils reçoivent une bourse d'étude de cinq ans pour se rendre au collège de Londonderry à l'extérieur du territoire. Auparavant il fallait aller à Roseau, la Capitale et les parents ne pouvaient pas faire face

à la demande. Ceux qui échouent à cet examen ont la possibilité de rester à Salybia jusqu'à l'âge de 15 ans, et préparent alors the National Certificate Examination qui leur permet d'entrer à l'école technique de Marigot.

Autrefois, les parents n'avaient pas conscience de l'importance de l'école, même quand les enfants réussissaient aux examens, ils préféraient les garder à la maison pour les aider à travailler le jardin. Maintenant ils paient le bus, il y en a un qui a été offert par un club de la Martinique et un autre qui est privé. Tous les matins et tous les soirs, ils font deux voyages : le tarif normal est de 75 \$ e.c pour le bus privé et 65 \$ ec pour le bus offert, il faut alors s'inscrire sur la liste du Carib Council.

La seconde école : celle de Sineku a 138 élèves, les sept enseignants sont Caraïbes, les conditions de travail actuellement sont acceptables, il y a la maternelle et le primaire. Très peu peuvent suivre des cours à l'Université faute de moyens, d'autant que l'Université des West Indies est éclatée entre les îles suivantes : Jamaïque, Barbade, Trinidad, les anciens sont presque tous illettrés ; grâce à l'aide de l'extérieur les jeunes peuvent avoir une bonne base.

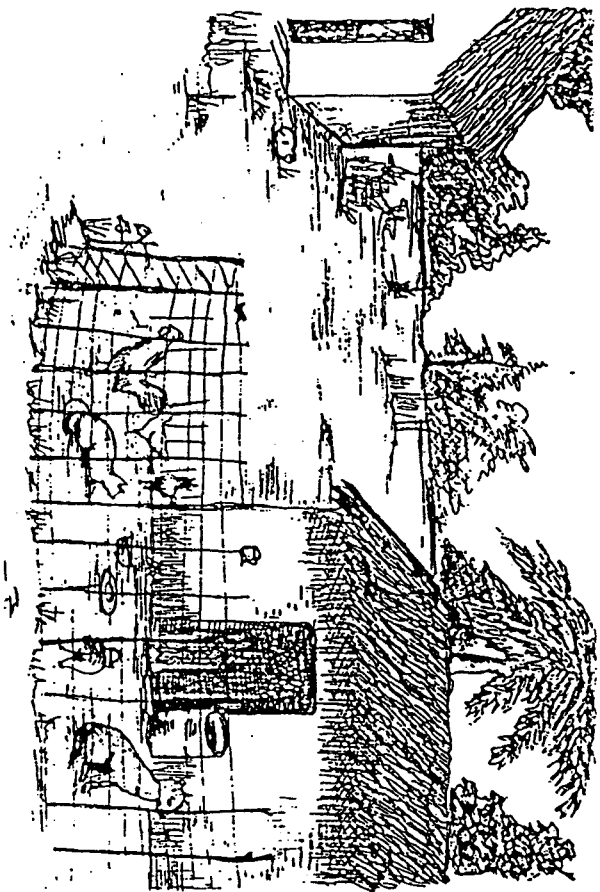
Au Vénézuéla, sur 34 communautés, 31 possèdent une école. Si beaucoup d'indigènes ont appris à lire et à écrire, environ 63% (beaucoup d'entre eux) ont tout oublié faute de pratique. Dans 26 communautés on trouve les six niveaux du primaire et les 5 autres ne dispensent que les trois premiers niveaux. On ne trouve l'école maternelle que dans 14 communautés et seule celle de Cachama possède un lycée où se rendent les élèves de Tascabana I et II, Cachama, Bajo Hondo. Souvent un même enseignant s'occupe de deux ou trois niveaux différents.

Le Gouverneur de Cachama nous a expliqué qu'actuellement les enseignants sont tous Karinas et qu'ils luttent pour que le

Directeur et l'Inspecteur soient aussi Karinas. c'est à Cachama que se trouve un lycée agricole, et environ 22 enseignants qui préparent un stage d'éducation inter culturelle bilingue, pour que le lycée devienne totalement bilingue. En effet, le Décret présidentiel n° 283 de septembre 1979 rend obligatoire l'enseignement de la langue indigène dans chaque communauté à côté de l'espagnol, ainsi que la culture de chaque groupe ethnique. Ce système a commencé à fonctionner seulement en 1982 et le Ministère de l'Education n'a élaboré que le programme des premiers niveaux de l'éducation primaire. Toutes les communautés Karinas peuvent donc dispenser l'éducation inter culturelle bilingue mais en fait seulement 12 des 31 écoles l'appliquent partiellement.

Deux problèmes se sont posés : tout d'abord le Ministère de l'Education a, paraît-il, montré peu d'empressement à appliquer ce Décret n° 283 ; d'un autre côté l'origine ethnique des maîtres était fondamentale : seuls les maîtres qui parlaient la langue et connaissaient la culture pouvaient être efficaces. Or, sur 31 écoles karinas, seules 12 ont un personnel totalement karina, 10 autres ont un personnel mixte (karina /créole) et 9 écoles ont un personnel uniquement créole. Il est bien certain que c'est dans l'état d'Anzoategui qu'on parle le plus la langue et qu'il y a le plus d'enseignants karinas. Si le nombre d'enseignants karinas peut paraître intéressant , on pourrait penser que le résultat ne pourrait être que positif, or la moitié d'entre eux, déclare qu'ils ne possèdent pas bien la langue ou que leurs connaissances ne sont pas suffisantes pour faire un travail sérieux. Cela demande donc des stages spéciaux pour ces enseignants, un matériel didactique bien étudié, une bonne grammaire, des cassettes, un dictionnaire.

Les parents ne marquent pas beaucoup d'intérêt pour tout ce qui concerne l'école, néanmoins, les jeunes se rendent compte qu'il vaut mieux être instruit et les choses commencent à bouger, de même les enseignants font preuve de bonne volonté, et en plus des stages mis sur pied par le Ministère, ils se sont créés des



DÜAAKONO ATTÜ

Antoñño attü apootomeema.

Antoñño attü shenkema düattü viñño.

Antoñño duumükon takünne mantu.

Keneenaatu korootoko, pooruku, paavo,
shokajshoka.

Keneenaatu ookoone peero iññemeero
o'vin mejshi.

Atto.
Düattü.

Mojse atto.
Düattü mojsema.

Aau vaññampaae.
Na'na kanaññampaano.
Üürui pijsha aññampaano.

Atto apooto.
Antoñño attü apootomeema.

petits dictionnaires, des fiches de lecture et le système se met en place tout doucement. Il y a quelques Karinas qui sont arrivés à être instruits avec un niveau au-dessus du BAC, ce sont ceux dont les familles ont reçu un coup de main de l'extérieur d'une manière ou d'une autre. Pour les jeunes surtout ceux de la région de Cachama c'est plus facile actuellement.

En Guyane Française après la départementalisation, quand les Galibis ont commencé à revenir sur leurs terres, les enfants allaient au « home », c'est le pensionnat religieux. Un Galibi d'Organabo nous explique : « Moi, j'ai grandi chez les prêtres à Iracoubo dans les années 60. Ils venaient nous chercher dès l'âge de six ans, ils nous emmenaient par quarante, cinquante, et ils nous ramenaient aux vacances, c'est cette génération qui a appris à bien parler le français, les routes étaient défectueuses, et tout se passait en pirogues. Il y avait des homes à Mana et à Iracoubo, les garçons étaient chez les prêtres et les filles chez les religieuses. Auparavant les Galibis n'allaient pas à l'école, ils ne comprenaient rien aux affaires scolaires » .

Actuellement, tous les villages importants ont la maternelle et l'école primaire : Awala, Organabo, Bellevue, Terre-Rouge. Ensuite il faut aller au collège soit à St-Laurent, soit à Kourou, Iracoubo, Mana, le système de ramassage scolaire est bien au point. Mais c'est plus difficile d'aller au lycée, les parents n'ont pas les moyens toujours de les envoyer à St-Laurent ou à Cayenne. Un Galibi de Bellevue nous explique : « La mentalité des Amérindiens c'est de ne pas se mélanger, on ne va pas loger les uns chez les autres, il n'y a pas d'union, il n'y a pas d'entraide, donc il faut les moyens, à mon avis il faudrait que la Fédération essaie de créer quelque chose.

Dans les années soixante cinq, il y avait un orphelinat à Montjoly pour ceux qui étaient scolarisés à Cayenne, cela n'existe plus » .

Ce système de Home qui était inadapté ainsi que le système d'orphelinat ont stimulé la prise de conscience de la différence et ce sont ceux-là mêmes qui ont été instruits, qui sont à la tête du mouvement indigéniste.

Dès les premiers temps de la colonisation des Petites Antilles, les Caraïbes découvrirent la religion catholique ; au début, ils ne furent pas faciles à convertir mais dès le milieu du siècle dernier, ils étaient tous catholiques et avaient abandonné nombre de leurs anciennes croyances et traditions, comme par exemple l'enterrement en position foetale. Le Père de Lettre, missionnaire français qui était également prêtre à la Soie, bâtit la première église aux environs de 1870 à Gulette River, il utilisa pour cela des feuilles de Yataou. La première église en dur fut commencée en 1912, à Salybia, par le Père Jean Barreau, autre missionnaire français. Cette église fut deux fois détruite par les cyclones de 1916 et 1930, mais chaque fois le Père Barreau la remit debout et finalement l'église fut consacrée à Notre Dame de Lourdes et la paroisse reçut le nom de Sainte Marie des Caraïbes. La messe était alors dite dans la réserve un dimanche sur quatre. En ce temps-là, les Caraïbes s'embarquaient souvent à bord de leurs pirogues pour aller à Marie-Galante, l'île voisine, baptiser leurs enfants. Cette ancienne église a été abandonnée récemment, abîmée par les derniers cyclones, elle était devenue dangereuse, on peut encore la voir au milieu de l'herbe haute, une autre a été construite non loin de l'ancienne mais plus rapprochée de la route, plus facile d'accès, on y a amené l'autel en forme de pirogue vernie, le même artiste caraïbe, Mr Frederick, a peint sur les murs, à l'intérieur comme à l'extérieur, des tableaux représentant les Caraïbes acceptant

la Bible et les missionnaires. Une deuxième petite église moderne a été construite récemment à Sineku.

Les catholiques sont largement majoritaires mais ces dernières années on a vu apparaître les adventistes, les témoins de Jéhovah, les évangélistes. Le prêtre catholique habite Castle Bruce et vient tous les dimanches à 10 heures du matin à Salybia et le vendredi à 18 heures. Il dit la messe en anglais mais en général, le sermon se fait dans les deux langues : anglais et créole.

Les Caraïbes donnent un prénom chrétien à leurs enfants en général un prénom français, mais comme ils croient toujours aux sorciers, ils leur attribuent aussi un surnom par lequel ils les appellent habituellement. Souvent pendant la messe, les jeunes restent à bavarder à l'extérieur de l'église.

Le mariage est important pour eux mais malgré cela, il n'est pas rare que les filles tombent enceintes à quatorze ans, nous pensons maintenant que le fait de pouvoir aller à l'école plus longtemps, contribuera à changer ce comportement. Les hommes ne voient pas d'inconvénients à épouser une fille qui a déjà eu des enfants. Les hommes caraïbes se réfèrent souvent à Dieu quand ils se querellent avec leurs amis : « Dieu saura reconnaître qui dit vrai ou qui a raison » , mais ils n'hésitent pas à battre leur femme quand ils sont ivres. De même, bien qu'ils prient à l'église, ils s'adonnent également à toutes sortes de pratiques de sorcellerie pour apaiser leurs innombrables superstitions.

Chez les Karinas, sur les 34 communautés, on trouve une église dans 23, mais en fait ce sont des églises sans prêtres. Ces derniers restent dans les villages créoles et leurs activités chez les Indiens se limitent à une visite par an à l'occasion des fêtes patronales. Ils en profitent alors pour administrer certains sacrements tels le baptême. Dans certaines communautés comme celle de Cachama d'accès facile, la messe est célébrée

régulièrement par les prêtres des villages créoles voisins. Certains jeunes ne pratiquent aucune religion, ils estiment qu'elle ne fait pas partie de leur culture, que c'est un apport extérieur qui leur a fait beaucoup de tort.

A la Dominique, d'autres églises s'installent mais ne posent aucun problème particulier, chez les Karinas au contraire les églises évangéliques posent problème. Les chefs se plaignent, l'église catholique est tolérante et ne dérange pas mais l'église évangélique s'impose. Le Gouverneur de Cachama, Alex Rafael Carreno nous explique:

« c'est un problème de choc de religions, il y a des frères karinas qui délaissent ce que nous faisons ou ce que nous disons pour suivre les règles évangéliques, ils refusent parfois de se joindre à nous pour certains rites ou certaines célébrations, cela nous divise, les évangélistes font un lavage de cerveau aux gens, c'est ce qu'ils disent qu'on doit faire, les jeunes doivent leur obéir et le chef ou les autres membres de la communauté n'ont plus aucune importance, ils viennent déranger l'ordre, ils vous disent de vous convertir, ils le crient et l'Indien n'aime pas cela. Ce problème a des répercussions sur l'éducation inter culturelle bilingue, s'il y a des élèves qui sont évangélistes, ils n'assistent pas aux cours, leurs parents le leur interdisent, cela fait partie de ce qui est interdit par cette religion, nous sommes donc contre eux » .

Les Galibis sont catholiques, mais au début du siècle, ils ne voyaient pas le prêtre régulièrement, certains ont donc été baptisés tôt et d'autres très tard. A Kourou, un Galibi de 63 ans nous explique qu'ils ont été visités par un prêtre quand il avait 20 ans et c'est à ce moment-là qu'ils ont été baptisés ses camarades et lui, il n'a pas fait de première communion mais tous les soirs, ses parents lui demandaient de prier « l'Etre suprême » .

A Mana, un autre Galibi de 89 ans nous raconte que quand il est né, on ne déclarait pas beaucoup les enfants, c'est son parrain

qui l'a fait, on lui a donné un nom français et on l'a baptisé, le nom de famille est souvent un prénom, lui, c'est « François ». C'est vers les années 50 (après la départementalisation) qu'on a commencé les homes, mais aussi à baptiser, à marier, la religion ou plutôt les religieux sont vraiment entrés dans les communautés puisque c'étaient eux qui s'occupaient de l'éducation. C'est donc au moment du baptême qu'on leur donnait un nom, autrement au moment de la naturalisation dans les années soixante.

Jean Hurault explique : « L'attitude du clergé de Guyane Française vis à vis des Galibis, a longtemps été marquée sous l'influence notamment du Père Lelay dans la période 1930-1950, par un libéralisme remarquable..... Non seulement on ne condamnait pas comme hérésie et superstition les pratiques chamaniques, mais on n'exerçait pas de pressions sur les familles pour qu'elles laissent élever leurs enfants en internat... Or au cours de ces dernières années, une évolution en sens inverse s'est produite. Tandis qu'en Amérique Latine, on prenait enfin conscience du désastre auquel avait conduit cette politique, tandis qu'un congrès missionnaire réuni en 1968 à Sao Paulo par l'épiscopat brésilien proclamait vouloir « respecter et valoriser la culture de chaque groupe indigène, chercher à s'acculturer à lui... », paradoxalement le clergé de Guyane Française revenait aux conceptions périmées des siècles passés, c'est-à-dire l'évangélisation par l'assimilation. Il a élaboré et a su imposer à l'administration la formule des « homes », c'est-à-dire des internats... Il s'agit en fait d'isoler systématiquement les enfants de leur famille pour agir sans entraves sur leur pensée et leur sensibilité. Les textes relatifs à ces homes s'appuient sur la législation française relative à l'enfance abandonnée... »

Actuellement le système des « homes » n'existe plus, comme nous l'avons vu, les écoles sont dans les communautés, le ramassage scolaire est au point, pour les églises aussi, les conditions

sont remplies pour que le Galibi pratique la religion catholique, il y a des églises dans les communautés, le système de transport est au point, certains pratiquent, les plus jeunes sont baptisés et se marient quand même à l'église même s'ils ne pratiquent pas régulièrement.

Dans la communauté de Paddock, ce sont des adventistes qui ont encouragé les Galibis à s'installer près de St-Laurent, le lieu de culte principal est donc un temple adventiste.

3) La santé

A la Dominique, le médecin vit à Castle Bruce et vient dans la réserve un fois par semaine ; c'est un jeune français qui travaille pour le Ministère des Affaires Etrangères comme volontaire pour le service national actif. Autrefois, les Caraïbes utilisaient leur médecine traditionnelle à base de plantes, ensuite pour les cas graves ils se rendaient à Roseau pour voir le médecin, mais leur timidité, leur gêne, les queues faisaient qu'ils rentraient chez eux souvent sans avoir vu le médecin, et leur réputation alors d'ivrognes, de quantité négligeable, n'arrangeait pas les choses.

Depuis une vingtaine d'années, il y a deux dispensaires dans la réserve : l'un à Salybia, l'autre à Mahaut River. Le médecin se rend dans ces centres de soins une fois tous les quinze jours en alterné, si bien qu'il passe un jour par semaine dans le territoire. Là, il reçoit l'aide des personnels suivants :

- Une assistante médico-sociale responsable de toutes les vaccinations du district ; elle aide à coordonner les services médicaux en général, et surveille la validité du carnet de vaccinations de chaque enfant.
- Une sage-femme de district qui assiste aux naissances ; généralement les femmes mettent leurs enfants au monde chez elles en présence de la sage-femme, mais en cas de

complications on conduit la future mère à Marigot ou à Roseau. La sage-femme est aussi responsable du planning familial et de l'éducation en matière de santé.

- Une infirmière est présente tous les quinze jours sur le territoire, elle peut rédiger les ordonnances et aide dans le traitement des rares cas de diabète.
- Un pharmacien responsable de la répartition des médicaments.
- Un fonctionnaire auxiliaire de santé, responsable en matière d'environnement de domaines tels que les conditions sanitaires dans les foyers et la pureté de l'eau ; il est également chargé de la délivrance des permis de tenir boutique pour les épiceries-bars.

Il y a de nombreux problèmes de santé dans la réserve et le médecin est persuadé que des progrès en matière d'adduction de l'eau n'amélioreraient pas simplement les conditions de vie mais réduiraient aussi, de façon importante le problème majeur des Caraïbes, à savoir les infections cutanées. Diverses sortes d'infections dues à des parasites et à des vers touchent communément les Caraïbes, les poux sont également très répandus chez eux, comme chez tous les Indiens. Mais l'eau courante n'existe toujours pas, seuls quelques tuyaux venant des sources et posés par des associations d'aide étrangères permettent d'amener l'eau jusqu'à l'école ou jusqu'à la route, à St-Cyr par exemple mais jamais chez les particuliers.

La famille moyenne est toujours de taille assez importante et les cas de maladies chroniques sont répandus comme l'asthme, le diabète et autrefois la tuberculose.

L'état encourage le planning familial et distribue des contraceptifs gratuits, mais de nombreux Caraïbes n'y prêtent

guère attention ou ne les utilisent pas régulièrement, surtout ceux qui ont plus de quarante ans. Afin de supprimer les maladies vénériennes, en particulier la syphilis, on prélève des échantillons de sang pour les analyser dans un laboratoire de Roseau.

Les Caraïbes cultivent leur jardin, ils ne chassent plus beaucoup, ils pêchent, ils mangent des racines, font très peu de cassave, c'est l'autosuffisance alimentaire comme chez les Karinas et les Galibis qui, eux, chassent beaucoup plus et font de la cassave tout le temps.

La plupart d'entre eux ne possèdent pas de réfrigérateur et doivent donc conserver la viande et le poisson dans le sel.

Pour les bébés, on encourage l'allaitement au sein pour éviter les risques encourus par l'utilisation peu soignée des aliments industriels pour bébés, le taux de mortalité infantile diminue.

La tendance chez les Indiens est de mettre les toilettes à l'extérieur de la maison, le Gouvernement de la Dominique dans les années 80, offrait 10 dollars e.c. pour essayer de remédier à la situation.

En matière de traitement hospitalier, il existe un petit hôpital à Marigot mais tous les cas sérieux sont traités à Roseau. Les Caraïbes ne vont généralement consulter le médecin qu'en dernier ressort, ils préfèrent utiliser leurs herbes médicinales. Maintenant que les moyens de transport sont développés, tout paraît simple, mais au début des années 80, ils marchaient plus d'une heure pour se rendre à Marigot s'ils ne pouvaient payer les 30 dollars e.c.

Le problème des Caraïbes est qu'il boivent beaucoup de rhum et en général, ils fument. Les Dominicains du reste de l'île, les voient souvent comme des ivrognes. L'un d'entre eux nous racontait : « on leur commande des pirogues, ils viennent les

lui parle, il sent des frissons sur tout le corps ». Ce shaman que nous avons rencontré est né au Surinam, il ne parle pas le français, il est arrivé en Guyane en 1958 et à ce moment-là on lui a donné un nom français, il est marié, a 3 enfants.

Dans certaines communautés plus personne ne croit aux shamanes, « les anciens shamanes étaient bien, ils faisaient des choses extraordinaires, ils soignaient tout le monde et certains n'en revenaient pas, mais maintenant il vaut mieux aller voir un médecin, le shaman c'est le diable... c'est l'argent..., il ne faut pas envoyer les filles seules les consulter... ils peuvent vous faire du tort à distance s'ils ne vous aiment pas ou même vous tuer » .

Nous pouvons donc dire que, des trois pays étudiés, c'est le Venezuela qui accorde le plus d'importance aux shamanes. En septembre 1993 pour la deuxième fois en cette même année, les shamanes du Venezuela participèrent à une rencontre internationale des shamanes qui se déroula dans plusieurs villes et états du Canada. Les indigènes Piaroas : Jacinto Juncosa du Conseil des Anciens,, le shaman Luis Diaz et la coordinatrice Carmen Poyo de Maneiro (Karina) , organisèrent une rencontre spirituelle avec les 6 nations indigènes Mohawk du Canada et les Wichola du Mexique pendant 24 heures dans l'ancien cimetière des Mahawks, où furent brûlés des milliers d'indigènes morts d'une épidémie.

Les shamanes entreprirent des rites curatifs et d'initiation, ils visitèrent le lieu sacré : Cabo de Punta de Lanza au bord de la mer, où dès six heures du matin, ils commencèrent la journée par une cérémonie d'offrande au lever du soleil, ensuite ils se rendirent à Holifaxmouton où vivent les indigènes Yibwe et Mic Mac.

La rencontre internationale des shamanes fut organisée par les frères indigènes du Canada, comme un moyen de rendre vie et de préserver les traditions. Participèrent à cette rencontre les

shamanes des Etats-Unis, du Mexique, de Guyane Française, de Surinam, et de Colombie. Ils entendent bien renouveler ces rencontres en y ajoutant d'autres shamanes notamment de l'Amazonie Vénézuélienne.

Le shaman fait partie de la vie des Caraïbe, de leur culture, il semble qu'il ait disparu depuis des années à la Dominique, s'il tend à disparaître en Guyane Française c'est parce que la société de consommation, l'argent l'a poussé à avoir un comportement en contradiction avec ce qu'on attend de lui et peut-être aussi parce qu'il est concurrencé par le médecin, très accessible et le prêtre présent à deux pas de toutes les communautés. C'est normalement un guérisseur, « il chante la nuit, personne ne voit ce qu'il fait, il prie, il appelle l'esprit qui agit sur les personnes qu'il soigne, il ne prédit pas l'avenir, il soigne avec des plantes, les anciens se soignent encore avec des plantes, les jeunes ne s'y intéressent pas ».

3) La culture

Nous avons déjà constaté la disparition de nombreux aspects de la culture et du mode de vie des Caraïbes ; de grands guerriers qu'ils étaient, ils se sont transformés en paisibles paysans et les communautés sont des endroits tranquilles où les cas de vol ou de meurtre sont exceptionnels. Certains ne ferment pas leur porte à clé la nuit, on peut toujours pousser la porte simplement et placer une pierre derrière ou dormir dans un carbet ouvert comme en Guyane. Les traditionnels traits caraïbes existent encore mais les Indiens du Littoral comme c'est le cas des Caraïbes ont beaucoup connu le métissage avec les noirs ou les blancs. Le village traditionnel a disparu même si l'on sait encore construire des carbets comme en Guyane, des mouinas ou des *ajoupas* (abris) comme à la Dominique ou des maisons traditionnelles au toit de moriche comme au Venezuela. Ils portent des vêtements moderne, les bracelets et les

colliers de perles sont fabriqués en Guyane Française pour les touristes.

La langue caraïbe a disparu à la Dominique depuis une cinquantaine d'années, mais elle est parlée à la Guyane et au Vénézuéla, certaines personnes âgées ne parlent que cette langue alors que quelques jeunes la parlent très mal.

Les touristes qui visitent la réserve de la Dominique ne manquent jamais d'aller voir deux sites d'une grande beauté qui ont conservé leur nom créole : l'un d'eux « An Ba la So », est une magnifique cascade entourée de rochers près de l'embouchure de la Crayfish River, l'autre « l'escalié tetchien » est formé d'un soulèvement d'un groupe de rochers ayant la forme du serpent de forêt que l'on peut trouver dans la région, dont la tête rappelle celle d'un chien. Ces rochers sortent de la mer et s'avancent vers l'intérieur de la réserve.

En Guyane Française, dans les villages Indiens les plus importants, on trouve un carbet artisanal où on peut acheter des poteries, des colliers, et des bracelets de perles, des arcs et des flèches, des objets en paille, mais au Vénézuéla, les communautés ne sont pas touristiques, on peut simplement vendre aux créoles qui viennent chercher en gros : des hamacs, des cassaves, de l'artisanat ou encore en vendre lors de certaines fêtes.

Seuls les Caraïbes de la Dominique ne fabriquent plus de hamacs traditionnels, ils filaient et tissaient eux-mêmes le coton qu'ils employaient et le peignaient ensuite en rouge et noir avec du roucou et du genipa. En Guyane Française, les mères d'un certain âge continuent à le faire, au Vénézuéla aussi surtout en fibre de moriche.

L'une de leurs coutumes les plus intéressantes était le jeûne en certaines occasions : naissances, morts, au cours de rites initiatiques à la puberté.

Traditionnellement la femme caraïbe mettait facilement ses enfants au monde en s'aidant d'herbes spéciales et de médecine naturelle, et sitôt après la naissance, elle pouvait se remettre à son travail ; en revanche, le mari caraïbe souffrait d'une infinité de maux pendant l'accouchement comme si c'était lui qui avait donné naissance au bébé. La coutume voulait que le père reste dans son hamac et jeûne pendant une période pouvant durer un mois après la naissance. Il recommençait peu à peu à s'alimenter de cassaves. On considérait comme extrêmement important qu'il ne mange aucune viande à ce moment-là car, selon leurs croyances, le nouveau-né risquait de ressembler à l'animal consommé.

Voilà une des raisons pour lesquelles les Caraïbes ne chassaient pas beaucoup avant l'arrivée de la colonisation. Quarante jours après la naissance, les amis du père venaient l'érafler avec des dents d'agouti et versaient de l'eau pimentée sur les entailles. De même, à l'âge de la puberté, les garçons et les filles devaient jeûner, en outre les garçons subissaient également les égratignures faites avec les dents d'agouti, on les badigeonnait de la même eau pimentée et ensuite, ils devaient casser le crâne d'un oiseau en le frappant contre leur tête. Cette coutume initiatique devait marquer le début de leur vie d'homme. Ils avaient aussi coutume de jeûner à la mort d'un parent, les femmes devaient se couper les cheveux et le mort était enterré en position foetale dans un grand trou sous le carbet.

Si les Caraïbes de la Dominique ne marquent plus certains événements de leur vie, à part les fêtes religieuses, tels le baptême ou la communion, ceux du Vénézuéla et ceux de la Guyane Française gardent les cérémonies de fin de deuil (un an après la mort d'un parent) en dansant le mare-mare, qu'ils dansent encore soit à la naissance d'un enfant ou lors d'un mariage, ils font aussi des offrandes d'aliments à leur mort. Nous avons assisté à une danse au Vénézuéla, la musique (tambours, petites

guitares) et les chants sont très monotones, on danse en se tenant par les épaules ou par la taille et en marquant le rythme avec le bruit des clochettes qu'on porte aux chevilles.

A Kourou, Mr Félicien François nous raconte : « Quand j'étais jeune et qu'il y avait un mort, on dansait toute la nuit et on l'enterrait dans un cercueil en bois ; on ne les mettait déjà plus en position de fœtus » . A Mana Mr Georges François nous explique : « Je fabrique des tambours traditionnels, les jeunes n'apprennent pas à les faire, on les utilise pour les deuils et aussi pour le jour de l'an : on danse trois jours, pour les décès on fait la veillée, on danse toute la nuit, on ne prie pas, la danse est spéciale, on raconte un peu la vie du défunt en chantant, on se tient pour danser en file indienne ; en mai prochain on fait une cérémonie pour un défunt, cela fait un an qu'il est mort, c'est la fin du deuil, pendant le deuil on respecte le mort, on ne peut pas aller danser et pour arrêter le deuil on fait une fête de fin de deuil, il y a un tas de cérémonies, on brûle les vêtements du défunt, on s'habille, on se maquille, tout le monde peut y participer, il y a une messe, on utilise alors les tambours » .

A Kari au Venezuela Columba Poyo de Parra apprend le mare-mare à ses élèves, c'est la seule école qui apprend cette danse traditionnelle aux élèves, c'est en fait sa mère qui fait partie du conseil des anciens qui la leur apprend. Columba nous dit : « Nous avons fait venir de Bochinche des enfants qui ne parlent que le karina pour aider ceux d'ici à parler la langue et nous avons aussi monter un groupe qui s'appelle « les paramitos » avec 16 enfants : ils chantent, ils jouent de la guitare *cuatro* et dansent le mare-mare. On la dansait quand il y avait une célébration, par exemple lors des rites quand une fille atteignait la puberté, en hommage aux morts un an après le décès quand la famille quittait le deuil, pour les mariages. Auparavant c'était plus strict, il est bien évident que les choses ont changé » .

Les pratiques religieuses des Caraïbes ont également changé de façon significative : selon les missionnaires, dans le passé ils croyaient aux esprits bons et mauvais, ils organisaient des cérémonies en l'honneur des bons esprits, ils dessinaient sur la peau des traits noirs de genipa sur fond rouge de roucou, et dansaient au rythme des clochettes, dont ils se ceignaient la taille et les chevilles. Les bons esprits s'appelaient « *chemin* » ils n'en parlaient pas beaucoup et les mauvais esprits « *maboya* » ils les craignaient, ils en avaient tellement peur qu'ils gardaient secret le nom de leurs enfants, seuls les parents avaient le droit de le connaître. Les adultes adoptaient parfois le nom de leurs amis français ou anglais ce qui explique pourquoi les chefs s'appelaient Baron, Henri... Aujourd'hui ils sont pour la plupart catholiques et les surnoms sont encore nombreux à la Dominique même s'ils tendent à disparaître avec les très jeunes.

Les Caraïbes faisaient des soirées où ils offraient des aliments à l'esprit et où ils se saoulaient au ouïcou, boisson à base de cassaves fermentées, maintenant en Guyane Française ils boivent du cachiri qui est une boisson « à base de cassave bien cuite avec d'autres racines, on met le tout à bouillir et ça fermente, le lendemain c'est bon » . Ils n'utilisent plus l'arc et ne sont plus polygames, tous se servent du fusil de chasse et si jadis il était important d'avoir une famille nombreuse, ce n'est plus le cas, ils vivent toujours en harmonie avec la nature et passent leur temps dans leurs jardins, au bord de l'eau. Ils fabriquent les paniers traditionnels à base de « *laouman* » qui est un de ces palmiers qu'on trouve dans la forêt, soit ils les vendent aux touristes comme à la Dominique, soit ils s'en servent encore comme au Vénézuéla et en Guyane Française, ils se passent tous l'huile de ricin dans les cheveux, ils s'en servent aussi comme médicament, contre les rhumes ou la constipation.

Dans le passé, on a souvent rapporté que les Caraïbes étaient des êtres exceptionnellement timides et réservés qui se cachaient en proie à la panique dès qu'ils voyaient des étrangers ; aujourd'hui, ils restent assez discrets face à des inconnus, mais une fois qu'ils se sont familiarisés avec quelqu'un, ils se sentent à l'aise et redeviennent sociables. Ils sont très courtois, ils échangent toujours un mot de salutation quand ils se rencontrent sur les chemins. Ils tiennent leur petite habitation dans un état de propreté exemplaire en dépit de leur pauvreté. Devant chaque habitation, on voit toujours un petit jardin fleuri et soigné, contenant des plantes aux belles couleurs, les femmes travaillent dur à la maison, au jardin, il faut faire la lessive, préparer l'huile de ricin, la cassave, le chocolat. Lorsqu'il y a une tâche particulière à accomplir dans la plantation, toute la famille s'y met et peut être aidée par des amis proches, en retour on leur offre un repas et on boit beaucoup. Les divorces sont rares, les enfants et les personnes âgées ne sont jamais abandonnés.

Les Caraïbes aiment célébrer Noël et le Jour de l'An, à ces occasions ils chantent, dansent, boivent, se battent. A la Dominique le carnaval est important, ils font de la musique avec des *chachas* (maracas) , ce sont de petitesalebasses évidées et remplies de petits cailloux, des *boom boom* (morceaux de bambou dans lequel on souffle), des triangles, des tambours en peau de chèvre. Chaque village a son groupe de musiciens et des danseurs revêtus de costumes très colorés. Et tout en chantant et dansant, ils traversent les mornes devant les habitations, c'est souvent l'occasion de boire un coup chez un ami.

Tous les Caraïbes respectent la fête des morts à la Toussaint, s'ils avaient émigré, ils reviennent se recueillir sur les tombes s'ils le peuvent.

4) Le Mouvement indigéniste

Pour comprendre le mouvement indigéniste, il faut connaître la politique indigéniste de l'état. A la Dominique pendant longtemps; les Caraïbes ne s'intéressaient pas à la chose politique, ils étaient de toute façon minoritaires dans leur district politique. C'est un non-Caraïbe qui les représentaient au Parlement. A partir de 1956, ils dépendaient du Ministère des Affaires Sociales et à partir de 1967 du Ministère de l'Intérieur. C'est le Gouvernement travailliste qui sortit les Caraïbes de leur isolement dans les années 70 tout d'abord en construisant la route qui traverse le territoire et ensuite en permettant que les Caraïbes soient représentés au Parlement. Après les élections de 1970, une fois le redécoupage mis en place, les Caraïbes devinrent majoritaires dans leur nouvelle circonscription. Le premier Caraïbe fut élu en 1975 sous l'étiquette du parti travailliste : Laurence Darroux 1975 à 1980 (ensuite : Mathew Joseph 1980-1985, Ann Timothy 1985-1990, Worrel Sanford 1990-1993, François Barrie depuis 1993). Les Caraïbes élirent encore un candidat travailliste en 1980 bien que le parti au pouvoir soit le Dominica Freedom Party et ensuite les Caraïbes eurent deux représentants au Parlement : un élu du côté du Gouvernement et un Sénateur nommé dans l'opposition. Le Freedom Party avec Miss Eugenia Charles (1980-1993) pensait que les Caraïbes étaient des Dominicains comme les autres et que le terme Carib Territory (que Hilary Frederick veut qu'on utilise au lieu de « réserve ») faisait penser à une nation et qu'il n'y avait pas de place pour « un état dans l'état à la Dominique », pour changer leurs sentiments vers une plus grande autonomie, le parti pensait qu'il fallait en arriver à la propriété privée et donner un titre de propriété à chacun.

D'un autre côté le parti travailliste est plus tolérant et serait d'accord pour plus d'autonomie accordée aux Caraïbes. Il souhaitait créer un département des affaires caraïbes pour mieux cerner les problèmes de la population caraïbe. Il pense

que les Caraïbes ont été assez négligés pendant l'époque coloniale et qu'il fallait leur donner une chance de réduire le fossé qui existait entre eux et les autres Dominicains et qu'il était grand temps de changer l'image négative qu'avaient laissée les livres d'histoire.

Dans les années 80 on a vu apparaître dans le territoire indien un courant de pensée appelé « *Caribism* ». Comme chez les Karinas ou les Galibis, les Caraïbes pensent que l'entrée des partis politiques sur le territoire indien est néfaste, cela crée des tensions dans les familles et d'autre part on ne revoit plus les politiciens après les élections. Ils pensent donc qu'il leur faudrait une organisation politique qui serait soutenue par tous les Caraïbes et qui leur donnerait droit à un siège au Parlement, ils demandent une plus grande autonomie pour l'administration des affaires du territoire caraïbe, de l'aide pour le développement de l'agriculture, de leur héritage culturel, de l'éducation, et la résolution de leurs problèmes de frontières qui durent depuis si longtemps. C'est Irvince Auguiste qui, en 1984, à 24 ans, prit la tête de ce mouvement politique caraïbe. Il commença par déclarer le 19 septembre « Carib Day » (fête des Caraïbes), en mémoire des Caraïbes morts en 1930, lors de l'invasion britannique, il demanda aux non-résidents de quitter le territoire. Selon le Carib Reserve Act de 1978, un résident est quelqu'un qui vit sur le territoire depuis douze ans en permanence et peut cultiver la terre avec l'accord du Carib Council. Mais le Conseil ne peut expulser les non-résidents qu'après l'accord du Ministre de l'Intérieur.

En 1987 le Conseil Caraïbe a essayé d'expulser 5 non-résidents, cela déclencha la colère du Gouvernement de Miss Charlès parce qu'il n'avait pas consulté le Ministère de l'Intérieur, les Caraïbes reprochaient à ces hommes qui vivaient avec des femmes caraïbes, leur consommation de drogue, et le viol de femmes. Souvent ces hommes venant de l'extérieur font des enfants à des femmes caraïbes et les délaissent, ce qui est opposé à la

culture caraïbe où le père a une grande importance, c'est un chef de famille qui prend ses responsabilités. La majorité de la population de l'île qui a souvent considéré les Caraïbes comme pauvres, imbéciles, sauvages, indépendants, a très mal réagi, les réactions ne furent heureusement que verbales. Miss Charles avait alors déclaré fermement qu'elle n'accepterait pas « d'apartheid » à la Dominique. On a alors pensé que des éléments extérieurs au territoire caraïbe venaient créer volontairement un climat d'instabilité pour mettre le Gouvernement dans l'embarras, c'est ainsi que quelques semaines plus tard, le responsable de l'organisation américaine « Save the children », présent dans l'île depuis 1984, fut menacé d'expulsion.

Revenons sur certains points : si les Caraïbes ne veulent pas oublier la date du 19 septembre 1930, c'est parce que tous ceux qui ont vécu ces événements en parlent avec beaucoup de tristesse, ils n'ont pas oublié. Le rapport sur l'incident, rédigé en juillet 1931 par la commission nommée par le Gouverneur des îles sous le vent, montre que les événements et les circonstances s'y afférant, ne furent jamais clairement définis. Malgré les conditions de grande pauvreté dans lesquelles ils vivaient, les Caraïbes essayèrent tout de suite de commémorer la date en érigeant un monument à leurs martyrs: une belle et grande pierre soutenue par deux plus petites placées près d'une croix non loin du cimetière.

D'autre part, si certains caraïbes sont d'avis que le métissage était nécessaire pour éviter l'extinction, ils pensent qu'il devrait s'arrêter actuellement pour éviter que le territoire ne devienne d'ici quelque temps un village dominicain comme les autres et que le groupe ethnique ne disparaisse. Les conséquences d'une perte de l'unicité des Caraïbes affecterait la totalité de la Dominique aussi bien que les Caraïbes eux-mêmes étant donné que, sur le plan économique, l'île dépend du

tourisme et que la vaste majorité des touristes qui la visitent vont voir les derniers descendants des Caraïbes.

Le chef Hilary Frederick a beaucoup fait pour que son territoire reçoive de l'aide des U.S.A. ou du Canada. Contrairement aux autres, il a eu la chance de partir aux U.S.A. avec un Anthropologue Américain qui visitait le territoire et est devenu son père adoptif : Mr Einhorn.

Il quitta la réserve à 16 ans, il revint à 22 ans pour être tout de suite élu chef en mars 1979. Pendant son séjour aux U.S.A. il visita les réserves indiennes, et en rentrant à la Dominique il déclara : « Je me suis rendu compte que certaines priorités devaient être prises au sérieux : l'éducation, la santé » . Après le cyclone David en août 1979, il se rendit aux U.S.A., à Washington D C en quête de subventions. Il se rendit à l'O.A.S. (organisation des Etats Américains) où il rencontra le secrétaire général qui lui apporta de l'aide pour l'élevage de volailles, chèvres, il se rendit également au bureau de Save the children à New York qui apporta son concours à l'installation d'une conduite apportant l'eau d'une source jusqu'à l'école de Salybia, il s'arrangea pour débloquer des fonds permettant au Conseil Caraïbe d'acheter les fournitures essentielles au fonctionnement de son bureau et permettant aussi la création d'un centre culturel. En septembre 1982 alors qu'il assistait à une conférence à Genève, Hilary Frederick rencontra Mr Stephen Guskin, le Président de l'Association Plenty à qui il avait déjà écrit, ils envisagèrent divers projets d'aide au territoire caraïbe et en juillet 1983, quatre membres de l'association vinrent dans la réserve avec une éolienne et des panneaux solaires afin de fournir l'éclairage à l'école. Ils amenèrent aussi deux moteurs hors-bord, ils firent construire une annexe à l'école de Salybia. Le bureau des Affaires Indiennes lui envoya en 1980 un bus pour le transport des élèves au collège.

C'est ainsi que démarra l'aide étrangère, ce n'était que le début et elle se poursuit actuellement avec bien d'autres

associations : CUSO (Canadian University Services Overseas), CIDA (Canadian International Development Agency), AID (Agency for International Development/USA).

Pendant les quinze dernières années, les Caraïbes ont tissé des liens avec d'autres Amérindiens. La première conférence des peuples indigènes eut lieu à St-Vincent en 1987, y étaient présents les représentants des communautés Garifuna et Mayan de Belize, les Caraïbes de Guyana, St-Vincent et Dominique, on souleva les différents problèmes : le statut des peuples indigènes, leur terre, leur économie, leur autonomie.

WAIKADA (Waitukubuli Karifuna Development Agency) est une association récente qui s'est créée en 1993 pour la préservation et le développement de la culture caraïbe et pour l'amélioration de la vie des Caraïbes. La première réalisation de ce groupe a été l'ouverture du centre Kalinago à Roseau qui offre ses services dans les 5 domaines suivants :

- le développement et la vente de l'art et de l'artisanat caraïbe
- la vente des produits agro-forestiers
- une exposition de photos et de documents historiques
- un service de renseignement.

Cette association pense créer une radio sur le territoire et ouvrir une bibliothèque.

On sent toujours une certaine méfiance et un certain malaise entre les Caraïbes et les autres Dominicains : les Noirs de l'île se sentent supérieurs aux Caraïbes qu'ils trouvent stupides et paresseux. De leur côté, les Caraïbes proclament qu'au contraire des Noirs, eux n'ont jamais accepté le joug de l'esclavage et préféreraient se suicider au jus de manioc ; ils ont peut-être été battus, meurtris, mais jamais ils n'ont cédé ni accepté l'humiliation de l'esclavage comme l'ont fait les Noirs. Les Caraïbes qualifient les métis de Noir et Caraïbe de

« bâtards », ce qui n'a pas grande signification puisque tous les Caraïbes aujourd'hui sont très métissés.

Ceux qui sont partis vivre à Roseau savent qu'ils sont parfois considérés comme inférieurs mais ils poursuivent leur petit bonhomme de chemin au milieu de leurs amis et ne s'occupent pas des autres. Les Indiens évitent les ennuis et les conflits avec les étrangers, si les filles vivent en ville chez leur employeur ou chez elles avec leur mari, elles retournent toujours rendre visite à leur famille sur le territoire.

Les jeunes d'aujourd'hui veulent améliorer l'image de leur peuple dans le reste de la Dominique, ils s'intéressent de plus en plus à la politique et à l'économie du pays, ils ont envie d'apprendre, de faire des progrès. Ils sont très sportifs, ils jouent au cricket aussi bien que les autres circonscriptions : en 1995 ils ont remporté la coupe Harris Paints devant une foule de 3000 supporters. La famille Burton est très connue pour l'équipe de cricket, François Barrie le M.P. (member of Parliament), enseignant, est grand supporter de cricket.

Le Karifuna cultural group créé en 1978 est très dynamique, il fait connaître les Caraïbes à travers les danses, la musique. Ce groupe se produit dans la réserve, à Roseau, dans la Caraïbe et rencontre un immense succès. En 1981 ils étaient présents à la Carifesta de Barbade et déjà en 1982 ils se produisaient au Canada, c'était les débuts d'un grand succès.

Il y a aussi des artistes de talent parmi les Caraïbes, nous prenons plaisir à citer : Faustilus Frederick qui a notamment peint les fresques de l'ancienne et de la nouvelle église.

Les Caraïbes cherchent à nouer des contacts avec d'autres peuples indigènes tels les Caraïbes noirs de Belize jadis déportés de St-Vincent et qui ont gardé vivantes la langue et la culture caraïbes, les Caraïbes de St-Vincent, Trinidad, des Grenadines et de Guyane Anglaise.

Récemment le Carib Council a reconnu les Indiens Navajo des Etats-Unis, les Taïnos de Puerto Rico, les Cherokee des Etats-Unis, ils vont s'unir pour développer et répandre leur culture, faire des échanges d'élèves, aider les Caraïbes à envoyer leurs enfants à l'Université.

Les Caraïbes ont tous refusé de fêter le 500^e anniversaire de la découverte par Christophe Colomb, « il n'a rien découvert, les îles n'étaient pas vides, ils nous a trouvés là ». Worrel Sanford, membre du Parlement, cette année là écrit : « une bible d'un côté, un fusil de l'autre », « je me souviens qu'au collège on m'a appris que Hernan Cortez et Pizarro étaient des héros parce qu'ils avaient sauvagement assassiné 10 000 Indiens. Où sont donc les héros Caraïbes ? ».

Les Karinas s'organisent de mieux en mieux surtout depuis les années 80. Ils occupent une région pétrolifère, agricole, industrielle, proche des grandes villes. Ils font partie de ces groupes d'indigènes qui ont le plus de contact avec les populations créoles et qui subissent le plus la présence de l'Etat ou d'Institutions non gouvernementales, certaines communautés sont très proches de grandes voies de communication et sont facilement accessibles. Les huit institutions suivantes sont plus ou moins présentes dans les communautés d'après le tableau suivant :

Institutions	Nombre de communautés
IAN	22
ICAP	20
ORAI	17
FAC	13
INAGRO	11
Entreprises pétrolières	10
MARNR	4

L'I.A.N. Instituto Agrario Nacional, organisme du Ministère de l'Agriculture, a entamé une réforme agraire en 1960.

Il développa une politique de création et de développement d'organisations de productions. L'autogestion proposée entraîna un processus de production similaire à celui des créoles. L'I.A.N. avait choisi une structure tout à fait en contradiction avec l'organisation sociale karina : une économie de marché opposée à une économie communautaire. Les problèmes provoquèrent l'arrêt définitif du programme I.A.N., c'est aussi ce dernier, comme nous l'avons dit, qui délivre les titres de propriété reconnus par le Gouvernement.

L'I.C.A.P. Instituto de Credito Agricola y Pecuaria est chargé d'accorder des crédits pour l'achat d'outils agricoles.

La O.R.A.I. Oficina Regional de Asuntos Indigenas est la délégation régionale de la Direccion de Asuntos Indigenas (D.A.I.) du Ministère de l'Education.

Il est intéressant de signaler que la ORAI de Barcelona (état d'Anzoategui) ne s'occupe que des Karinas, celle de Maturin (état de Monagas) travaille avec les Karinas et surtout les Warao, et celle de Ciudad Bolívar (état Bolivar) travaille avec tant de groupes qu'elle attache peu d'importance aux Karinas qui sont « créolisés », les autres groupes sont les Pemon, Perron, Akawaio, Makukis, Panare, Yekuana, Jotis, Wanais, Guajibo, Piaron, et même d'autres groupes peu importants. La ORAI est chargée de l'inspection du système d'éducation inter-culturelle bilingue, s'occupe d'animation, d'aide, de donation de matériaux de construction, de matériel scolaire, de produits alimentaires.

Les F.A.C. « Fuerzas Armadas de Cooperacion) ou garde nationale, sont responsables de programmes d'alphabétisation d'adultes dans certaines communautés.

L'I.N.A.G.R.O. Instituto de Cooperacion Educativa para el agro, est une agence de coopération éducative d'enseignement agricole.

Les entreprises pétrolières ont commencé à exploiter les terres Karina. Elles ont payé le droit d'utiliser leurs terres ce qui prouve qu'implicitement elles reconnaissent la propriété territoriale des indigènes. Les entreprises qui ont causé beaucoup de dégâts et ont détruit le milieu ambiant, organisent chaque année des rencontres sportives. Ce sont elles aussi qui construisent les infrastructures sportives, c'est un peu une manière de s'intéresser aux communautés, de ne pas être tout à fait indifférentes et de se rattraper car elles sont bien conscientes du mal qu'elle causent.

Le M.A.R.N.R. Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales Renovables, s'occupe de la sauvegarde du milieu ambiant.

Le mouvement indigéniste *karina* est récent mais très dynamique. Non seulement les communautés se rencontrent entre elles, mais elles ont des relations avec d'autres groupes indigènes surtout ceux du même état, et aussi avec ceux d'autres pays de même ethnie souvent.

En tout cas c'est bien certain, les Indiens se réveillent, ils veulent faire entendre leur voix. En octobre 1993 s'est tenue à Cachama et à Ciudad Bolivar, la première rencontre des peuples indigènes de la région nord-amazonienne avec comme invités : Félix Tiouka de Guyane Française, Alex Jubitana du Surinam,

Gérard Schawburg du Guyana, Clovis Ambrosio du Brésil et Jesus Gonzalez du Vénézuéla (Indien Wayuu).

Le CONIKA Consejo Indigena Karina, visite toutes les communautés, essaie de faire un travail d'animation, de revaloriser la culture karina surtout dans des villes où l'influence extérieure n'est pas négligeable.

Au-dessus de toutes les organisations indigènes se trouve le **CONIVE** : Consejo Nacional Indio de Venezuela.

Le M.I.G. Movimiento Indigena de Guayana créé en 1983 dont le siège se trouve à Ciudad Bolivar est un mouvement régional, il travaille en relation avec le CONIKA et leur journal : Orinoco indigena (sous-titré voz autoctona de Guayana), rapporte tout ce qui se passe dans la région et les activités du M.I.G.

S'il y a beaucoup de bonne volonté, l'argent manque et le journal par exemple ne peut sortir que deux fois par an, il est donc très complet, passe en revue tous les problèmes des communautés de la région, montre bien ce qui se fait et là, nous voyons bien le dynamisme qui règne chez les Karinas malgré leur peu de moyens ; les rencontres sportives sont encouragées, et vraiment tout est fait pour valoriser la culture, les traditions, il y a des articles sur l'histoire, les grands chefs, des articles écrits par des Anthropologues, des témoignages.

L'importance du CONIKA, du MIG, le journal, le dynamisme des Indiens, font que Ciudad Bolivar est devenue la ville « indigène » ; toutes les manifestations concernant les Indiens ont lieu à Ciudad Bolivar. La présence de l'aéroport, des hôtels, le fait que les Karinas très créolisés soient les locomotives de toutes ces manifestations expliquent ce choix. Non seulement la rencontre des peuples indiens de la région nord-amazonienne s'y est tenue, mais encore le 2ème congrès national indigène du Vénézuéla du 16 au 20 décembre 1992, la Comision de Ambiente del Parliam (Parlement Indien d'Amérique)

en septembre 1992, la rencontre de l'association des chefs indigènes en août 1992, la marche des indigènes le 13 octobre 1992 où les indigènes ont défilé en tenue de guerre portant des panneaux « *500 anos de resistencia y dignidad* » pour protester contre la célébration du cinq centième anniversaire de la découverte, jouant de leurs instruments de musique traditionnels, ils n'ont cessé de réclamer leurs droits, toujours les mêmes : le droit à la terre, droits humains, une réforme constitutionnelle, un plan de développement économique de l'aide pour la santé et l'éducation . C'est encore à Ciudad Bolivar que se sont déroulées les rencontres sportives indigènes de 1993, le premier congrès national des femmes indigènes, la rencontre des chamans en 1994.

Dans son numéro de septembre 1992 « Guapotori » journal du CONIVE nous apprend que le 7 août un groupe de dirigeants indigènes du CONIVE, du parlement indigène du Venezuela et du parlement indigène d'Amérique ont présenté devant le Ministère Public de la République et le Sénat, un document avec une série de propositions qui ~~devront être prises en compte dans les discussions~~ sur la réforme constitutionnelle qui avaient alors lieu dans la chambre haute du congrès : nous donnons ici juste les grandes lignes de ce texte :

« Nous, ethnies, peuples et communautés indigènes du Venezuela, nous réclamons une participation à l'expérience démocratique de la nation... Pendant ces cinq cents années qui ont suivi l'arrivée des Européens sur ce continent, nous avons été dépouillés de nos terres et en grande partie de notre mode de vie, de notre organisation socioculturelle et spirituelle... Ces siècles ont été des siècles de souffrance, d'injustice et de violation des droits humains... Ces violations de la dignité humaine ont conduit à la disparition de peuples et pourtant nous avons survécu... La démocratie est une conquête du peuple vénézuélien, nous faisons partie de ce

peuple et demandons qu'on nous écoute... Nous souhaitons tout particulièrement conserver la terre en communauté, les forêts, les eaux qui traversent nos terres... que personne ne vienne violer nos droits humains, l'unité territoriale et qu'on assure la conservation, la défense et l'amélioration de l'environnement... Certains pays comme le Brésil, la Colombie, le Paraguay ont pris des positions concernant les droits des peuples indigènes, nous ne comprenons donc pas pourquoi l'état vénézuélien n'a pas été capable de reconnaître les droits immémoriaux des premiers habitants de ces terres ... »

et les propositions indigènes à la réforme de la constitution concernent les articles 3-8-24-32-33-34-50-57-58. Ils souhaitent voir apparaître les rectifications suivantes en quelques lignes :

Article 3. La langue officielle est l'espagnol. Les langues indigènes aussi seront officielles dans leurs entités fédérales respectives.

Article 8. ~~Préservation du milieu ambiant.~~

Article 24 Aucune soumission à aucun type de religion.

Article 33 L'enseignement pour les ethnies, les peuples, et les communautés indigènes sera intellectuel et bilingue.

Article 34 Tous ont droit à la culture dans ses diverses manifestations et créations. L'Etat protégera le patrimoine historique, linguistique, littéraire, archéologique... de la nation.

Article 50 L'Etat reconnaîtra le droit coutumier des ethnies, peuples et communautés indigènes.

Article 57 Trois Sénateurs seront élus pour représenter spécialement les ethnies, peuples et communautés indigènes.

Article 58 La loi prendra des dispositions pour assurer la représentation à la chambre des députés des ethnies, peuples et communautés indigènes. L'élection de 5 députés est souhaitable.

La politique indigéniste de l'Etat en Guyane a d'abord été de considérer les Indiens comme des peuples libres, c'est ce qui apparaît dans les instructions du Roi au Gouverneur d'Orvilliers en 1706 « il faut leur laisser libre accès dans la colonie, les protéger contre les habitants qui voudront leur faire quelque injustice et les maltraiteront... » ensuite il y eut le « régime de l'Inini » en 1930 qui reconnaissait officiellement ce qui existait déjà depuis fort longtemps : les affaires intérieures sont sous l'autorité du chef qui reçoit une petite solde ; pour les mariages, les décès, naissances, ils dépendaient du droit coutumier, ils ne payaient aucun impôt, ils n'étaient pas astreints à l'état civil même si les gendarmes et les religieux tenaient un fichier. Ensuite arriva la départementalisation en 1946, au début des années soixante le Conseil Général commença à vouloir étendre son activité au-delà du littoral et sur l'ensemble du pays, on « francisa » : statut de citoyen, nationalité française, fin du régime de l'Inini en 1969, création de la première commune amérindienne, Camopi et Trois Sauts, construction du C.G.S., les Galibis cherchent à travailler, à gagner de l'argent et avoir des allocations familiales. Entre temps, dans les années 49 un système d'internat « les homes » mit les Galibis en contact avec l'éducation, le système scolaire et ce sont ceux-là mêmes qui sont allés à l'école qui ont commencé à se poser des questions, à réagir, à s'intéresser à la politique. En 1975 fut fondée l'association des amis de Mana avec comme objectifs l'amélioration des conditions d'habitat, le rassemblement des gens.

1981 fut l'année capitale pour le démarrage du mouvement indigéniste. Les assises culturelles de la Guyane permirent à plusieurs groupes minoritaires de s'exprimer « nous en avons profité pour parler de nos problèmes surtout celui des terres », la même année, on créa l'association des Amérindiens de Guyane Française : A.A.G.F., on réunit alors les gens des

autres communautés et des autres groupes ethniques. En décembre 1984 eut lieu le premier rassemblement des six ethnies à Awala, ce fut le premier rassemblement de l'E.P.W.A.G. (Emerillon, Palikour, Wayana, Wayampi, Arawak, Galibi). Félix Tiouka président de l'association des Amérindiens de Guyane Française à Awala, en présence des autorités administratives locales déclare : « Vous la France, nous vous avons acceptée sur nos terres pour le meilleur et pour le pire. Vous avez souvent été notre alliée, rarement notre ennemie. Nous savons que de ce côté-ci de la frontière, nous ne connaissons ni la violence, ni l'épidémie meurtrière. Cependant vous n'avez pas compris notre art de vivre, notre philosophie, notre amour de la nature, notre sens de la liberté. Vous croyez faire notre bonheur en nous assimilant, en nous éduquant, en nous bétonnant et en nous livrant aux politiciens de tout poil » .

- En 1986 Election du premier Amérindien au Conseil Régional.

- En 1988 Création de la deuxième commune amérindienne: Awala-Yalimapo.

- En 1989 L'association organisa une marche silencieuse dans les rues de Saint-Laurent pour protester contre l'insécurité causée par le conflit armé à la frontière du Surinam.

- En février 1991 Exposition de photos de Caraïbes qui furent exhibés à Paris et à Amsterdam en 1892-1893, cette même exposition eut lieu au Venezuela pendant l'année 94, des panneaux expliquent que les Caraïbes devaient danser devant le public comme un spectacle exotique, en plein hiver, certains tombèrent malades et on ne les revit plus, on les photographia comme des sauvages à civiliser.

- En décembre 1991 Premier colloque sur les droits coutumiers à Cayenne.

- En mai 1992 Participation au Congrès International des peuples indigènes à Kari-Oca au Brésil.

- En juin 1992 Deuxième colloque sur les droits coutumiers en Guyane.

- En octobre 1992 500 ans de résistance au Nicaragua.

- En mai 1993 Langue régionale kalina, Vénézuela.
- En octobre 1993 Première rencontre des peuples indigènes de la région nord-amazonienne.
- En novembre 1993 FESTAG Guadeloupe. C'est Jean-Aubéric Charles, Président de l'association de la communauté amérindienne de Kourou, délégué par la FOAG, qui prend alors la parole :
« Les critères d'actions que nous menons respectent les objectifs définis ci-dessous :

- Assurer une vie meilleure avec une capacité d'autonomie à nos générations futures.
- Développer le respect de soi-même et augmenter celui de l'homme au plus profond.
- Expansion d'une dignité dans un enseignement cohérent.
- Maintenir et perpétuer les connaissances traditionnelles, héritages de nos ancêtres.
- Enseigner les cultures et les langues dans le programme de l'éducation nationale en prenant en compte les spécificités de chaque ethnie de la Guyane.
- Revaloriser et revitaliser les connaissances traditionnelles, par la reconnaissance des valeurs traditionnelles et les compétences des garants de la tradition.
- Maintenir et perpétuer les connaissance traditionnelles par la création d'une structure de formation adaptée, gérée par les membres de chaque communauté.
- Permettre la création des microstructures économiques et autonomes basées sur les compétences traditionnelles.
- Création des écoles d'artisanat en vue d'augmenter la créativité.

Pour mettre en application ces objectifs, nous pouvons d'ores et déjà penser à la création d'un conseil coutumier de la Guyane Française ainsi qu'à la rédaction des droits coutumiers » .

Depuis 1983, les Galibis sont rentrés en contact avec des Amérindiens francophones : ceux du Québec. Ils ont donc visité le village des Hurons et d'autres communautés. Ils furent surpris par les commerces amérindiens, la police, les habitations, la radio, ce qui prouve bien qu'ils sont ouverts à la modernisation.

Et pour conclure, lorsqu'un visiteur étranger rencontre les Caraïbes d'aujourd'hui, il est peut-être déçu de les trouver si occidentalisés ou si métissés de noirs comme à la Dominique, car il peut y voir la confirmation de la disparition prochaine et rapide de ce peuple particulier au passé héroïque et brillant. Cependant ils n'avaient qu'un choix très mince en la matière car, comme nous l'avons vu, ce sont les Indiens de la côte, et à la Dominique leur nombre se trouvait tellement réduit que le métissage était en fait la seule alternative réaliste face à l'extinction.

Mais le fait qu'ils essaient de se regrouper et nouer des contacts entre eux, contribuera à la préservation de leur culture. Les frontières ethniques sont confirmées par la présence du chef, l'existence d'un Conseil Caraïbe, la terre en propriété collective, l'exonération de certaines taxes.

Etant donné leur isolement et leur grande pauvreté, les Caraïbes sont restés relativement arriérés, mais l'on voit actuellement des signes de plus en plus évidents de leur prise de conscience, de leur identité raciale et de leur histoire ; cela augure bien d'une évolution qui les conduira vers un avenir plus actif et prospère.